

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIË

AVIS 34.745/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

ADVIES 34.745/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 22 janvier 2003, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "fixant la procédure devant le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides ainsi que son fonctionnement", a donné le 2 avril 2003 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 22 januari 2003 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van de werking van en de rechtspleging voor het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen", heeft op 2 april 2003 het volgende advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE

Il est renvoyé à l'observation générale n° 2 formulée sur le projet d'arrêté royal fixant certains éléments de la procédure à suivre par le service de l'Office des étrangers chargé de l'examen des demandes d'asile sur la base de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, faisant l'objet de l'avis 34.744/4 donné ce jour.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Dispositif

Article 2

La disposition constitue une paraphrase de l'article 57/2 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. En conséquence, elle doit être omise.

Article 4

1. Le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, prévoit que le Commissaire général établit un Code de déontologie pour les interprètes.

Si le Roi entend que des règles de déontologie soient respectées par les interprètes officiant auprès du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, il doit fixer lui-même ces règles. Il ne peut habilitier le Commissaire général à le faire, d'une part, parce qu'il ne s'agit pas d'une mesure secondaire et de détail et, d'autre part, parce que la loi, qui fait du Commissaire général une autorité administrative, ne prévoit pas qu'il puisse se voir attribuer un pouvoir réglementaire.

Il en résulte que ne rencontrerait pas l'observation ainsi soulevée une disposition qui soumettrait à l'approbation du Roi ou du ministre le Code de déontologie qui serait établi par le Commissaire général.

.../...

La même observation vaut pour les articles 5 et 6.

2. Le paragraphe 3 prévoit que la formation comprend "également" une formation relative à l'audition des demandeurs d'asile et une information de base sur les besoins spécifiques des groupes vulnérables. Mais il reste en défaut de prévoir, fût-ce dans les grandes lignes, en quoi consiste la formation de base et la formation continue. Cette lacune devrait être comblée. (Comparer avec l'article 14 du projet d'arrêté royal faisant l'objet de l'avis 34.744/4 précité).

Article 6

1. Les paragraphes 1^{er} et 2 touchent aux droits et devoirs des agents.

En vertu de l'article 57/25 de la loi du 15 décembre 1980 précitée, le personnel du Commissariat est mis à disposition par le Ministre de l'Intérieur.

Les dispositions qui, telles que celles en projet, règlent les droits et devoirs des agents de l'Etat, doivent être soumises à la négociation syndicale prévue par l'article 2, § 1^{er}, 1^o, a), de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités (article 3, 3^o, de l'arrêté royal du 29 août 1985 déterminant les réglementations de base au sens de l'article 2, § 1^{er}, 1^o, de la loi du 19 décembre 1974 précitée).

Il ne ressort pas des informations transmises au Conseil d'Etat que cette formalité a été accomplie.

Si la disposition en projet devait être modifiée à la suite de cette négociation, elle devrait être à nouveau soumise à la section de législation.

.../...

Articles 7 et 8

L'article 51/2 de la loi du 15 décembre 1980 précitée règle la question de l'élection de domicile du demandeur d'asile et de la notification du changement de domicile élu.

Il n'appartient pas au Roi de reprendre dans un arrêté des dispositions légales. Il lui appartient encore moins de compléter ces dispositions ou d'y déroger.

En prévoyant, notamment, que la modification d'un changement de domicile élu peut également être déposée contre accusé de réception au Commissariat général ou qu'elle peut résulter d'une mention dans le rapport d'audition devant l'Office des étrangers ou dans le recours urgent, l'arrêté déroge à l'article 51/2, alinéa 4, de la loi du 15 décembre 1980 précitée.

L'annexe 26 est le document qui atteste du dépôt de la demande d'asile. Elle contient une rubrique portant élection de domicile. Il est donc inutile de prévoir que l'adresse qui la complète "est également acceptée comme domicile élu".

Les articles 7 et 8 seront dès lors omis.

L'article 10 sera revu à la lumière de cette observation.

Article 9

Au paragraphe 1^{er}, l'adverbe "systématiquement" est superflu et doit être omis.

Article 10

1. Il est renvoyé à l'observation formulée sous les articles 7 et 8.

2. Les mots "pour autant que ces personnes se soient manifestées en temps utile auprès du Commissariat général" doivent être omis. En effet, en ce qui concerne la personne de confiance, ils font double emploi avec l'alinéa 2. En ce qui concerne les personnes qui exercent la "tutelle spécifique", il résulte de l'article 479, section 4, article 8, § 2, et section 5, article 16, § 1^{er}, de la loi-programme du 24 décembre 2002 que la désignation du tuteur est immédiatement communiquée, notamment, aux "autorités compétentes en matière d'asile" et que toutes les convocations, décisions ou demandes de renseignements relatives au mineur non accompagné doivent être notifiées au tuteur.

Articles 12 et 21

L'article 12, alinéa 1^{er}, cinquième tiret, et alinéa 2, prévoit que la convocation contient, d'une part

"la mention selon laquelle, en cas d'absence le jour de l'audition, le demandeur d'asile doit communiquer par écrit au Commissaire général, avant ce jour ou, si cela n'est pas possible, le plus rapidement possible, un motif valable justifiant son absence et la preuve de celui-ci."

d'autre part,

"la mention selon laquelle, dans le cas où un motif valable l'empêcherait de satisfaire à la convocation, le demandeur d'asile doit communiquer au Commissaire général tous les éléments qui appuient sa demande d'asile, le plus rapidement possible et au plus tard cinq jours après la date prévue pour l'audition."

Il résulte de l'article 21, § 2, alinéa 2, que si le Commissaire général admet le motif fourni par le demandeur d'asile et que si celui-ci a répondu à la "demande de renseignements", le Commissaire général fixe une nouvelle date d'audition.

L'article 21, § 2, alinéa 2, du projet vise la réponse "à la demande de renseignements". Il ressort du commentaire des articles 12 et 21 figurant dans le rapport au Roi qu'il s'agit d'une demande ayant pour objet "tous les éléments" appuyant la demande d'asile et non d'une "demande de renseignements" au sens de l'article 13 du projet. Le rapport au Roi précise également à propos de l'article 21, § 2, que, "si le demandeur d'asile omet de répondre adéquatement à cette demande de renseignements,

.../...

le Commissaire général pourra prendre à son égard une décision négative en application de l'article 52, § (2), 4° ou 57/10 de la loi du 15 décembre 1980, aussi appelée «refus technique»".

Les dispositions en projet soulèvent plusieurs difficultés.

L'article 52, § 2, 4°, de la loi du 15 décembre 1980 précitée porte que l'étranger peut se voir refuser le droit de séjourner dans le Royaume en qualité de demandeur d'asile s'il "ne donne pas suite, sans motif valable, à une convocation ou à une demande de renseignements dans le mois de son envoi". Selon l'article 57/10 de la loi précitée, l'étranger peut se voir refuser la reconnaissance ou la confirmation de la qualité de réfugié dans les mêmes hypothèses.

En prévoyant que l'étranger ne sera pas convoqué pour une nouvelle audition s'il n'a pas, dans les délais fixés par les dispositions en projet, fourni de motif valable justifiant son absence ni répondu à la demande de renseignements en communiquant "tous les éléments qui appuient sa demande d'asile", l'arrêté en projet risque d'induire le demandeur d'asile en erreur en laissant entendre que la seule sanction qu'il encourt en cas d'inertie est qu'il ne sera pas convoqué à nouveau, alors que les articles 52, § 2, 4°, et 57/10 de la loi restent d'application.

Par ailleurs, comme en principe le demandeur d'asile doit avoir fourni tous les éléments à l'appui de sa demande d'asile lors de l'examen de celle-ci par l'Office des étrangers et qu'il a eu, le cas échéant, l'occasion d'exposer des arguments dans le recours urgent, il est possible qu'il n'ait pas d'éléments nouveaux à faire valoir lorsqu'il reçoit la convocation du Commissaire général assortie de la demande de communiquer à celui-ci "tous les éléments qui appuient sa demande d'asile".

Dans l'arrêt n° 67.236 du 30 juin 1997, l'assemblée générale de la section d'administration du Conseil d'Etat a jugé que ne constitue pas une demande de renseignements au sens de l'article 52, § 2, 4°, de la loi, une simple invitation à présenter les éléments que le demandeur entend invoquer à l'appui de sa demande, lorsqu'il ne lui est réclamé aucune précision ou aucun renseignement complémentaires aux informations déjà fournies ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Voir également, par exemple, l'arrêt C.E. n° 96.488 du 14 juin 2001.

Il découle de cette jurisprudence que la demande formulée systématiquement, dans chaque convocation, dans les termes envisagés par les dispositions en projet, n'est pas, en principe, une demande de renseignements au sens de l'article 52, § 2, 4°, de la loi précitée.

De surcroît, la section de législation s'interroge sur l'utilité de contraindre le demandeur d'asile qui a un motif, reconnu valable par le Commissaire général, de ne pas s'être présenté à l'audition, à répondre à une "demande de renseignements" qui n'a pas d'objet précis et dont l'absence prive le demandeur d'asile d'une nouvelle audition par le Commissaire général ou son délégué, ce qui est en contradiction avec la règle inscrite à l'article 9, § 1^{er}, du projet de convoquer d'office le demandeur d'asile au moins une fois pour audition.

Article 13

Au paragraphe 1^{er}, il y a lieu d'omettre les mots "oralement et par écrit". L'article 51/2, alinéa 6, prévoit qu'une demande de renseignements peut se faire par pli recommandé à la poste, par porteur, par télécopieur ou par une "notification à la personne même" ce qui suppose un écrit.

L'alinéa 3 du même paragraphe doit également être revu. Tel qu'il est rédigé, l'obligation de répondre dans le mois à une demande de renseignements ne vaudrait que lorsque celle-ci est accompagnée d'un formulaire de réponse, ce qui ne correspond ni à l'article 52, § 2, 4°, précité, ni à l'intention de l'auteur du projet telle qu'elle est exprimée dans le rapport au Roi.

Article 18

L'alinéa 3 de la disposition en projet est rédigé comme suit :

"S'il y a des indications des persécutions liées au genre, l'agent vérifie si le demandeur d'asile n'a pas d'objection à être entendu par une personne d'un sexe autre que le sien auquel cas, dans la mesure du possible, il lui sera donné suite."

Dans le texte français, il y a lieu de remplacer le mot "genre" par le mot "sexe".

Par ailleurs, il semble peu raisonnable de permettre au demandeur d'asile d'émettre des objections sur le sexe de la personne qui l'entend et de prévoir en même temps qu'il ne sera tenu compte de cette objection que "dans la mesure du possible". Les renseignements recueillis dans de telles circonstances seront de toute façon sujets à caution. La section de législation n'aperçoit du reste pas quelle impossibilité il pourrait y avoir de changer d'agent chargé de l'audition, même si cela nécessite que l'audition soit remise à une heure ou à une date ultérieures.

Article 19

1. La section de législation n'aperçoit pas ce qui justifie que les notes d'audition, comprenant les questions posées et les réponses données, ne soient pas signées par le demandeur d'asile. Cette signature permet d'établir la teneur de celles-ci de manière certaine. Il y a lieu de prévoir également que si le demandeur refuse de signer, ce refus est acté sur les notes d'audition.

2. Au paragraphe 1^{er}, la deuxième phrase doit commencer par les mots "En outre".

Article 20

Au paragraphe 2, il y a lieu d'omettre les mots "en principe", qui ne figurent par ailleurs pas à l'article 16, alinéa 2, du projet d'arrêté royal faisant l'objet de l'avis 34.744/4 précité et qui créeraient une insécurité juridique quant à la portée de la disposition.

Article 22

La seconde proposition de l'article 22, § 2, fait double emploi avec l'article 20, § 3, du projet. Cette seconde proposition doit être omise.

Article 23

Il résulte de la jurisprudence de la section d'administration du Conseil d'Etat que, lorsque le demandeur requiert l'assistance d'un interprète, l'administration n'est pas tenue de lui fournir cet interprète et peut même l'obliger à se présenter accompagné d'une personne de son choix aux fins d'interprétation ⁽²⁾.

Il reste que, dans cette dernière hypothèse, le demandeur doit pouvoir bénéficier des mêmes possibilités que les autres demandeurs d'être entendus et que, par conséquent, il convient à tout le moins de lui donner un délai raisonnable pour trouver cet interprète ⁽³⁾. A cet égard, le délai de vingt-quatre heures découlant de l'article 9, § 2, paraît extrêmement court.

⁽²⁾ C.E. (réf.), n° 73.569 du 8 mai 1998; n° 75.599 du 18 août 1998; n° 90.918 du 21 novembre 2000.

⁽³⁾ C.E. (réf.) n° 38.798 du 19 février 1992, n° 73.569 précité.

Article 24

L'article du projet est rédigé comme suit :

"L'interprétation réalisée par l'interprète désigné par le Commissaire général ou son délégué peut être faite vers une langue nationale autre que celle de l'examen."

Cette disposition règle l'emploi des langues en matière administrative, dès lors qu'elle implique que l'agent qui procède à l'examen de la demande fasse usage de l'autre langue nationale que celle dans laquelle l'examen doit avoir lieu en vertu de l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 précitée. Or l'emploi des langues dans les actes de l'autorité publique est une matière réservée à la loi par l'article 30 de la Constitution. Par conséquent l'article 24 du projet excède les pouvoirs du Roi et doit être omis.

Article 25

Mieux vaudrait prévoir qu'en cas de changement d'interprète sollicité par le demandeur, l'audition est reprise ab initio, plutôt que poursuivie. Par hypothèse en effet, les éléments fournis avec l'aide de l'interprète récusé ne pourront que faire l'objet de contestations ultérieures.

Article 26

Tel qu'il est rédigé, l'alinéa 1^{er} règle manifestement la procédure devant le Ministre ou son délégué, et non celle devant le Commissaire général. Cette disposition doit par conséquent être omise.

L'alinéa 2 est rédigé dans les mêmes termes que l'article 4 du projet d'arrêté royal faisant l'objet de l'avis 34.744/4 précité.

Il est renvoyé aux observations formulées à propos de cette disposition.

Article 27

1. En ce qui concerne le paragraphe 1^{er}, il est renvoyé à l'observation n° 1 formulée sous l'article 5 du projet d'arrêté royal faisant l'objet de l'avis 34.744/4 précité.

2. En ce qui concerne le paragraphe 2, il y a lieu de préciser que le principe de bonne administration requiert que l'autorité prenne en considération tous les éléments qui lui sont soumis au moment où elle prend sa décision. Si des éléments lui sont fournis dans une langue qu'elle ne maîtrise pas, il lui appartient de veiller à en obtenir une traduction, le cas échéant en la sollicitant auprès du demandeur ⁽⁴⁾.

En exigeant que les pièces ne seront prises en considération que si elles sont accompagnées d'une traduction, le projet règle en fait le régime de la preuve, ce que la loi n'habilite pas le Roi à faire.

Le texte doit être revu.

Article 28

En ce qui concerne l'alinéa 1^{er}, il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 6 du projet d'arrêté royal faisant l'objet de l'avis 34.744/4 précité traitant également des attestations médicales et psychologiques.

Article 30

Il résulte des articles 3 et 4 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs que l'autorité administrative ne peut s'abstenir d'indiquer les motifs d'une décision que si cette indication peut compromettre la sécurité extérieure de l'Etat, porter atteinte à l'ordre public, violer le droit au respect de la vie privée ou constituer une violation des dispositions en matière de secret professionnel.

⁽⁴⁾ C.E. (réf.) n° 94.109 du 19 mars 2001.

Si le Commissaire général ou un de ses adjoints entend fonder sa décision sur des informations dont il dispose, il ne pourra donc s'abstenir d'en faire mention dans la décision ou de les communiquer aux intéressés au plus tard en même temps que la décision, que dans les seules hypothèses visées à l'article 4 de la loi du 29 juillet 1991 précitée.

Par ailleurs, les documents sur lesquels l'autorité entend se fonder en y faisant référence font partie intégrante de la décision. Ils doivent donc être communiqués dans la langue de la procédure, après avoir, le cas échéant, fait l'objet d'une traduction ⁽⁵⁾.

La disposition sera revue pour tenir compte de ces observations.

Article 32

La jurisprudence se montre très réservée à l'égard des informations fournies par téléphone ou par courrier électronique.

En substance, le Conseil d'Etat admet que le Commissaire général peut s'appuyer sur des informations en sa possession pour contester la crainte alléguée par un demandeur d'asile, pourvu que la provenance de l'information, l'identité exacte de la personne qui la fournit, son fondement et la manière selon laquelle elle a été recueillie soient précisés dans la décision ou, à tout le moins, dans le dossier administratif. A défaut les demandeurs ne sont pas en mesure de les contredire et le Conseil d'Etat d'exercer son contrôle de légalité ⁽⁶⁾.

⁽⁵⁾ Cette observation n'implique pas que tous les documents joints au dossier fassent l'objet d'une traduction. Toutefois si la décision est motivée, notamment, par ces documents, il convient soit de reprendre la substance des éléments pertinents dans le corps même de la décision dans la langue de celle-ci, soit de joindre une traduction de ces éléments pertinents auxquels la décision se réfère.

⁽⁶⁾ C.E. (réf.), n° 49.194 du 22 septembre 1994; C.E. (réf.), n° 78.987 du 26 février 1999; C.E. (réf.), n° 112.455 du 9 novembre 2002.

Certes la disposition en projet ne saurait avoir pour objet de régler la preuve, mais seulement d'indiquer aux agents la manière dont ils doivent procéder lorsqu'ils recueillent eux-mêmes des informations.

Pour éviter autant que possible les contestations relatives aux informations recueillies, mieux vaudrait prévoir que doivent également être précisées les raisons pour lesquelles les personnes ont été contactées et celles qui permettent de présumer de leur fiabilité. En outre, les mêmes précisions devraient être apportées en cas d'informations obtenues par courrier électronique, dont l'authentification peut également être incertaine.

Article 33

Cette disposition est à omettre. Le délai prévu par l'article 63/2, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 précitée est un délai de rigueur. Sauf cas de force majeure, les recours urgents introduits tardivement doivent être déclarés irrecevables.

Article 34

L'alinéa 2 reproduit l'article 63/2, § 2, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980 précitée et doit être omis.

Article 35

L'emploi par l'étranger d'une des langues nationales pour l'introduction d'un recours urgent devant le Commissaire général est libre. Il ne pourrait être réglé que par la loi.

Par conséquent, le projet ne peut prévoir qu'un recours urgent doit être rédigé en français ou en néerlandais. Il doit pouvoir en effet être rédigé aussi en allemand. La première phrase de l'alinéa 3 sera dès lors omise.

Dans la deuxième phrase du même alinéa, les mots "dans une autre langue" seront remplacés par les mots "dans une langue étrangère".

Dans la dernière phrase du même alinéa, les mots "dans une autre langue que les deux langues susmentionnées sera traduit" seront remplacés par les mots "dans une autre langue que le français ou le néerlandais sera traduit dans la langue de la procédure conformément à l'article 51/4, §§ 2 et 3 de la loi".

Article 36

Cette disposition est étrangère à la procédure ou au fonctionnement du Commissariat général. Elle confie au Commissaire général et à ses adjoints une compétence d'avis qui n'est pas prévue par la loi du 15 décembre 1980 précitée .

Elle sera dès lors omise.

Article 37

1. Cette disposition se concilie difficilement avec l'article 9 du projet qui prévoit que le demandeur est convoqué au moins une fois pour une audition.

D'une manière générale, l'intention de l'auteur du projet n'apparaît du reste pas clairement quant au point de savoir si les dispositions de la section 1^{ère} - dispositions générales - du chapitre III sont ou non d'application lorsque le Commissaire général est appelé à donner un avis en vertu de l'article 52bis de la loi du 15 décembre 1980 précitée. Les dispositions de la section 1^{ère} paraissent en effet rédigées exclusivement en fonction de la procédure d'examen au fond des demandes d'asile ou des recours urgents introduits sur la base de l'article 63/2 de la loi précitée. L'attention de l'auteur du projet est toutefois attirée sur le fait que, en l'absence de précision, le projet tel qu'il est rédigé rend effectivement cette section 1^{ère} applicable lorsque le Commissaire général est appelé à donner un avis conformément à l'article 52bis de la loi, dès lors que les personnes concernées par cette disposition ont encore, au moment où le Commissaire général est appelé à donner son avis, la qualité de "demandeur d'asile".

2. La référence à l'article 52bis de la loi du 15 décembre 1980 précitée doit figurer dans le texte même de l'article 37, l'intitulé de la sous-section 1^{re}, n'ayant pas de portée normative.

Article 38

L'article 1^{er}, C, 5), alinéa 2, et 6), alinéa 2, de la Convention internationale relative au statut des réfugiés et les annexes, signées à Genève le 28 juillet 1951, prévoit que le statut de réfugié peut être retiré à toute personne lorsque les circonstances à la suite desquelles elle a été reconnue comme réfugiée ont cessé d'exister, à moins toutefois qu'elle ne puisse invoquer des raisons impérieuses tenant à des persécutions antérieures pour refuser, selon les cas, de se réclamer de la protection du pays dont elle a la nationalité ou de retourner dans le pays où elle avait sa résidence habituelle.

Ces dispositions impliquent que le retrait de la qualité de réfugié ne doit pas faire l'objet d'un examen individuel exclusivement lorsqu'il est motivé "en raison de faits imputables au comportement personnel du réfugié". Le projet ne peut donc prévoir que la personne dont on envisage de retirer la qualité de réfugié n'est convoqué que dans cette seule hypothèse.

Article 39

Cette disposition tend à préciser les cas dans lesquels la qualité de réfugié ne sera pas confirmée sur la base de l'article 49, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980 précitée. Il ne règle pas une question de procédure et excède donc les pouvoirs conférés au Roi par l'article 57/24 de la loi du 15 décembre 1980 précitée.

Article 46

Le décès du demandeur d'asile ne saurait sans plus conduire à la clôture de la demande d'asile. Il ressort en effet de l'article 88 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, que les membres de la famille d'un demandeur d'asile ne sont pas tous tenus de faire personnellement une telle demande, puisqu'à défaut d'en introduire une, ils "reçoivent une attestation d'immatriculation du modèle A dont la durée de validité est la même que celle du document de séjour" du demandeur.

ALGEMENE OPMERKING

Verwezen wordt naar algemene opmerking nr. 2 gemaakt over het ontwerp van koninklijk besluit houdende vaststelling van bepaalde elementen van de procedure die dienen gevolgd te worden door de dienst van de Dienst Vreemdelingenzaken belast met het onderzoek van de asielaanvragen op basis van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, dat onderzocht is in advies 34.744/4, dat vandaag is uitgebracht.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Dispositief

Artikel 2

Deze bepaling is een parafrase van artikel 57/2 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen. Ze moet derhalve vervallen.

Artikel 4

1. Paragraaf 1, eerste lid, bepaalt dat de Commissaris-generaal een gedragscode opstelt voor de tolken.

Indien de Koning wil dat bepaalde deontologische regels in acht worden genomen door de tolken die werken bij het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen, moet Hij die regels zelf vaststellen. Hij kan de Commissaris-generaal niet machtigen om dat te doen, enerzijds omdat het niet gaat om een bijkomstige maatregel of een detailkwestie, en anderzijds omdat in de wet, waarbij van de Commissaris-generaal een administratieve overheid wordt gemaakt, niet bepaald is dat hij een verordenende bevoegdheid kan krijgen.

Dat betekent dat de aldus opgeworpen opmerking niet ondervangen wordt met een bepaling luidens welke de gedragscode die door de Commissaris-generaal zou worden opgesteld, ter goedkeuring aan de Koning of aan de minister moet worden voorgelegd.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 5 en 6.

2. In paragraaf 3 staat dat de opleiding onder meer bestaat in een opleiding met betrekking tot het verhoren van asielzoekers en een basisinformatie over de specifieke behoeften van de kwetsbare groepen. Er wordt echter niet in bepaald, zelfs niet in grote lijnen, waaruit de basisopleiding en de voortgezette vorming bestaan. Die leemte moet worden verholpen. (Vergelijk met artikel 14 van het ontwerp van koninklijk besluit dat onderzocht is in het genoemde advies 34.744/4).

Artikel 6

1. De paragrafen 1 en 2 hebben te maken met de rechten en plichten van de ambtenaren.

Krachtens artikel 57/25 van de genoemde wet van 15 december 1980 wordt het personeel van het Commissariaat ter beschikking gesteld van de Minister van Binnenlandse Zaken.

Over de bepalingen die, zoals de ontworpen bepalingen, rechten en plichten van het Rijkspersoneel regelen, moet onderhandeld worden met de vakorganisaties zoals bepaald in artikel 2, § 1, 1°, a), van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel (artikel 3, 3°, van het koninklijk besluit van 29 augustus 1985 tot aanwijzing van de grondregelingen in de zin van art. 2, § 1, 1°, van de genoemde wet van 19 december 1974).

Uit de informatie die aan de Raad van State is overgezonden blijkt niet dat aan dat vormvoorschrift is voldaan.

Indien de ontworpen bepaling gewijzigd zou worden als gevolg van die onderhandelingen, moet ze opnieuw aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd.

Artikelen 7 en 8

Artikel 51/2 van de genoemde wet van 15 december 1980 regelt de kwestie van de woonplaatskeuze van de asielzoeker en de kennisgeving van de wijziging van de gekozen woonplaats.

Het is de Koning niet gegeven in een besluit wetsbepalingen over te nemen. Het is Hem nog minder gegeven die bepalingen aan te vullen of daarvan af te wijken.

Door onder meer te bepalen dat de wijziging van een woonplaatskeuze ook tegen ontvangstbewijs kan worden neergelegd bij het Commissariaat-generaal, of dat ze kan blijken uit een vermelding in het verslag van het verhoor op de Dienst Vreemdelingenzaken of in het dringend beroep, wijkt het besluit af van artikel 51/2, vierde lid, van de genoemde wet van 15 december 1980.

Bijlage 26 is het bescheid waaruit blijkt dat een asielaanvraag is ingediend. Ze bevat een rubriek waarin de woonplaatskeuze staat. Het heeft dus geen zin te bepalen dat het daarop ingevulde adres "ook als gekozen woonplaats aanvaard (wordt)".

De artikelen 7 en 8 moeten dus vervallen.

Artikel 10 moet in het licht van deze bepaling worden herzien.

Artikel 9

In paragraaf 1 is het bijwoord "systematisch" overbodig en moet het vervallen.

Artikel 10

1. Verwezen wordt naar de opmerking gemaakt bij de artikelen 7 en 8.

2. De woorden "in zoverre die personen zich tijdig hebben gemeld bij het commissariaat-generaal" moeten vervallen. Wat de vertrouwenspersoon betreft, overlappen ze immers het tweede lid. Wat betreft de personen die de "bijzondere voogdij" uitoefenen, blijkt uit artikel 479, afdeling 4, artikel 8, § 2, en afdeling 5, artikel 16, § 1, van de programmawet van 24 december 2002 dat de aanwijzing van de voogd onmiddellijk ter kennis wordt gebracht van onder meer "de overheden bevoegd voor asiel" en dat alle oproepingen, beslissingen of verzoeken om inlichtingen betreffende niet-begeleide minderjarigen ter kennis van de voogd moeten worden gebracht.

Artikelen 12 en 21

Artikel 12, eerste lid, vijfde streepje, en tweede lid, bepaalt dat de oproeping enerzijds

"de mededeling (bevat) dat de asielzoeker bij afwezigheid op de dag van het gehoor, schriftelijk aan de Commissaris-generaal een geldige reden voor zijn afwezigheid en het bewijs hiervan moet meedelen en dit voor de dag van het gehoor, of indien dit niet mogelijk is, zo vlug mogelijk",

en anderzijds

"de mededeling dat de asielzoeker, in het geval waar een geldige reden hem verhindert te voldoen aan de oproeping, zo vlug mogelijk en ten laatste vijf dagen na de voorziene datum van het gehoor aan de Commissaris-generaal alle elementen moet meedelen die zijn asielaanvraag kunnen ondersteunen."

Uit artikel 21, § 2, tweede lid, blijkt dat indien de Commissaris-generaal de reden die opgegeven wordt door de asielzoeker aanvaardt en deze geantwoord heeft op het "verzoek om inlichtingen", de Commissaris-generaal een nieuwe datum van gehoor vaststelt.

Artikel 21, § 2, tweede lid, van het ontwerp heeft het over het antwoord "op het verzoek om inlichtingen". Uit de toelichting bij de artikelen 12 en 21 in het verslag aan de Koning blijkt dat dat verzoek slaat op "alle elementen" die de asielaanvraag ondersteunen, en niet om een "verzoek om inlichtingen" in de zin van artikel 13 van het ontwerp. In het verslag aan de Koning staat tevens met betrekking tot artikel 21, § 2, dat, "indien de asielaanvrager niet correct op deze vraag om inlichtingen beantwoordt (lees : antwoordt), (...) de Commissaris-generaal voor hem een negatieve beslissing (kan) nemen overeenkomstig artikel 52, § (2), 4° of 57/10 van de wet van 15 december 1980 ook «technische weigering» genoemd".

De ontworpen bepalingen leveren verscheidene problemen op.

Artikel 52, § 2, 4°, van de genoemde wet van 15 december 1980 bepaalt dat een vreemdeling het recht geweigerd kan worden om als asielzoeker in het Rijk te verblijven "wanneer (hij), binnen een maand na de verzending geen gevolg heeft gegeven aan een oproeping of een verzoek om inlichtingen en daarvoor geen geldige reden kan opgeven". In dezelfde gevallen kan volgens artikel 57/10 van de genoemde wet een vreemdeling de erkenning of de bevestiging van de hoedanigheid van vluchteling worden geweigerd.

Door te bepalen dat de vreemdeling niet zal worden opgeroepen voor een nieuw gehoor als hij binnen de in de ontworpen bepalingen gestelde termijn geen geldige reden voor zijn afwezigheid heeft opgegeven of geen gevolg heeft gegeven aan een verzoek om inlichtingen door "alle elementen" mee te delen "die zijn asielaanvraag kunnen ondersteunen", dreigt het ontworpen besluit de asielzoeker op een dwaalspoor te brengen, aangezien de indruk wordt gewekt dat de enige straf die hij riskeert wanneer hij niets onderneemt, is dat hij niet opnieuw zal worden opgeroepen, terwijl de artikelen 52, § 2, 4°, en 57/10 van de wet van toepassing blijven.

Aangezien een asielzoeker in principe alle elementen die zijn asielaanvraag kunnen ondersteunen, moet hebben vermeld tijdens het onderzoek van zijn asielaanvraag door de Dienst Vreemdelingenzaken en aangezien hij in voorkomend geval de gelegenheid heeft gehad om argumenten naar voren te brengen in het kader van een dringend beroep, is het bovendien mogelijk dat hij geen nieuwe elementen aan te brengen heeft wanneer hij de oproeping van de Commissaris-generaal, samen met het verzoek om hem "alle elementen mee te delen die zijn asielaanvraag kunnen ondersteunen" ontvangt.

In arrest nr. 67.236 van 30 juni 1997 heeft de algemene vergadering van de afdeling Administratie van de Raad van State geoordeeld dat een gewoon verzoek om de elementen aan te brengen die de asielzoeker tot staving van zijn aanvraag wenst aan te voeren niet als een verzoek om inlichtingen in de zin van artikel 52, § 2, 4°, van de wet kan worden beschouwd als hem geen nadere precisering of geen informatie ter aanvulling van de reeds gegeven inlichtingen wordt gevraagd ⁽¹⁾.

Uit die rechtspraak vloeit voort dat het systematisch in elke oproeping vervatte verzoek dat gesteld is in de bewoordingen die in de ontworpen bepalingen worden voorgesteld, in principe geen verzoek om inlichtingen is in de zin van artikel 52, § 2, 4°, van de genoemde wet.

Daarenboven vraagt de afdeling Wetgeving zich af of het wel nut heeft een asielzoeker die om een door de commissaris-generaal geldig bevonden reden niet op het gehoor is verschenen, te dwingen om gevolg te geven aan een niet nader gepreciseerd "verzoek om inlichtingen" en hem, als hij niet op dat verzoek ingaat, de gelegenheid te ontnemen om nogmaals door de commissaris-generaal of zijn gemachtigde te worden gehoord, wat in strijd is met de regel vervat in artikel 9, § 1, van het ontwerp, die stelt dat een asielzoeker op zijn minst eenmaal ambtshalve voor gehoor moet worden opgeroepen.

Artikel 13

In paragraaf 1 moeten de woorden "mondeling en schriftelijk" vervallen. Artikel 51/2, zesde lid, bepaalt dat een verzoek om inlichtingen kan geschieden bij een ter post aangetekende zending, per bode, per faxpost of via "een kennisgeving aan de persoon zelf", wat een schriftelijk stuk impliceert.

Het derde lid van die paragraaf moet ook worden herzien. Zoals het nu gesteld is, zou de verplichting om binnen een maand gevolg te geven aan een verzoek om inlichtingen alleen gelden wanneer een antwoordformulier bij dat verzoek is gevoegd, wat niet overeenstemt met het genoemde artikel 52, § 2, 4°, noch met de bedoeling van de steller van het ontwerp zoals die in het verslag aan de Koning is weergegeven.

⁽¹⁾ Zie bijvoorbeeld ook arrest RvS, nr. 96.488 van 14 juni 2001.

Artikel 18

Het derde lid van de ontworpen bepaling luidt als volgt :

"Indien er aanwijzingen zijn van vervolging wegens zijn of haar geslacht, gaat de ambtenaar na of de asielzoeker er geen bezwaar tegen heeft te worden gehoord door een persoon die een ander geslacht heeft dan (hij). Indien dat zo is, zal naar mate van het mogelijke, worden voldaan aan zijn vraag."

In de Franse tekst dient het woord "genre" te worden vervangen door het woord "sexe".

Overigens lijkt het niet echt redelijk de asielzoeker de mogelijkheid te bieden bezwaar te maken tegen een verhoor door een persoon van een ander geslacht dan het zijne en tegelijk te bepalen dat daarmee slechts rekening zal worden gehouden "naar mate van het mogelijke". De inlichtingen die in die omstandigheden worden ingewonnen, zullen hoe dan ook bedenkingen oproepen. Voorts ziet de afdeling Wetgeving niet in waarom het niet mogelijk zou zijn om een andere ambtenaar met het verhoor te belasten, zelfs als het verhoor daardoor op een later uur of op een latere datum moet plaatsvinden.

Artikel 19

1. De afdeling Wetgeving ziet niet in om welke reden de notities van het verhoor, met de vragen die gesteld werden en de antwoorden die daarop werden gegeven, niet door de asielzoeker moeten worden ondertekend. Door die handtekening kan de inhoud van die notities met zekerheid worden vastgesteld. Er moet eveneens worden voorgeschreven dat indien de asielzoeker weigert te tekenen, die weigering in de notities van het verhoor wordt vermeld.

2. In paragraaf 1 dient de tweede zin als volgt te worden gesteld :

"Daarnaast bevatten deze notities ten minste de volgende gegevens :".

.../...

Artikel 20

In paragraaf 2 dienen de woorden "in principe" te vervallen, welke woorden overigens niet voorkomen in artikel 16, tweede lid, van het ontwerp van koninklijk besluit waarover het voormelde advies 34.744/4 is gegeven en die rechtsonzekerheid zouden doen ontstaan omtrent de reikwijdte van de bepaling.

Artikel 22

Artikel 22, § 2, tweede zin, vormt een duplicering van artikel 20, § 3, van het ontwerp. Deze tweede zin dient te vervallen.

Artikel 23

Uit de jurisprudentie van de afdeling Administratie van de Raad van State volgt dat wanneer de asielzoeker vraagt door een tolk te worden bijgestaan, het bestuur er niet toe gehouden is voor die tolk te zorgen en het bestuur de asielzoeker zelfs kan verplichten om te verschijnen vergezeld door een persoon van zijn keuze met het oog op het tolken ⁽²⁾.

De asielzoeker dient in het laatstgenoemde geval desalniettemin over dezelfde mogelijkheden als de andere asielzoekers te kunnen beschikken om gehoord te worden en bijgevolg is het raadzaam om de asielzoeker op zijn minst een redelijke termijn te geven om een tolk te zoeken ⁽³⁾. In dit opzicht lijkt de termijn van vierentwintig uur die in artikel 9, § 2, is vervat uiterst kort.

⁽²⁾ R.v.S. (kort geding) nr. 73.569 van 8 mei 1998; nr. 75.599 van 18 augustus 1998; nr. 90.918 van 21 november 2000.

⁽³⁾ R.v.S. (kort geding) nr. 38.798 van 19 februari 1992, het voormelde nr. 73.569.

Artikel 24

Dit artikel van het ontwerp luidt als volgt :

"De vertaling door de tolk, aangesteld door de Commissaris-generaal of zijn gemachtigde kan gebeuren in een andere nationale taal dan die van het onderzoek."

Die bepaling regelt het gebruik van de talen in bestuurszaken, aangezien ze impliceert dat de ambtenaar die de aanvraag onderzoekt, de andere landstaal bezigt dan die waarin het onderzoek krachtens artikel 51/4 van de voormelde wet van 15 december 1980 moet geschieden. Het gebruik van de talen in de handelingen van het openbaar gezag is evenwel een aangelegenheid die krachtens artikel 30 van de Grondwet alleen bij wet kan worden geregeld. Bijgevolg gaat artikel 24 van het ontwerp de bevoegdheid van de Koning te buiten en dient dat artikel te vervallen.

Artikel 25

Er moet worden bepaald dat ingeval op verzoek van de asielzoeker een nieuwe tolk wordt aangesteld, het verhoor niet wordt voortgezet maar van meet af aan wordt overgedaan. Er kan immers geredelijk van uit worden gegaan dat de gegevens die met de hulp van de gewraakte tolk zijn verstrekt naderhand alleen maar aanleiding zullen geven tot betwistingen.

Artikel 26

Zoals het eerste lid gesteld is, regelt het kennelijk de procedure vóór de Minister of zijn gemachtigde, en niet die vóór de Commissaris-generaal. Deze bepaling behoort dientengevolge te vervallen.

Het tweede lid is gesteld in dezelfde bewoordingen als artikel 4 van het ontwerp van koninklijk besluit waarover het voormelde advies 34.744/4 is gegeven.

Er wordt verwezen naar de opmerkingen die bij die bepaling zijn gemaakt.

Artikel 27

1. In verband met paragraaf 1 wordt verwezen naar opmerking nr. 1 die gemaakt is bij artikel 5 van het ontwerp van koninklijk besluit waarover het voormelde advies 34.744/4 is gegeven.

2. In verband met paragraaf 2 dient erop te worden gewezen dat het beginsel van behoorlijk bestuur vereist dat de overheid met alle gegevens die aan haar zijn voorgelegd rekening houdt wanneer ze haar beslissing neemt. Wanneer haar gegevens zijn verstrekt in een taal die ze niet beheerst, staat het aan haar om ervoor te zorgen dat ze daarvan een vertaling krijgt, in voorkomend geval door die aan de asielzoeker te vragen ⁽⁴⁾.

Door te bepalen dat met de stukken alleen rekening zal worden gehouden wanneer ze vergezeld gaan van een vertaling, regelt het ontwerp in feite de bewijsvoering, iets waartoe de wetgever de Koning niet gemachtigd heeft.

De tekst behoort te worden herzien.

Artikel 28

In verband met het eerste lid wordt verwezen naar de opmerking die gemaakt is bij artikel 6 van het ontwerp van koninklijk besluit waarover het voormelde advies 34.744/4 is gegeven, welk artikel eveneens betrekking heeft op medische en psychologische attesten.

⁽⁴⁾ R.v.St. (kort geding) nr. 94.109 van 19 maart 2001.

Artikel 30

Uit de artikelen 3 en 4 van de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen volgt dat de administratieve overheid alleen mag nalaten de motieven van een beslissing te vermelden wanneer de vermelding van die motieven "de uitwendige veiligheid van de Staat in het gedrang kan brengen, de openbare orde kan verstoren, afbreuk kan doen aan de eerbied voor het privéleven of afbreuk kan doen aan de bepalingen inzake de zwijgplicht".

Indien de Commissaris-generaal of een van zijn adjuncten zijn beslissing wil gronden op informatie waarover hij beschikt, kan hij alleen in de gevallen bepaald in artikel 4 van de genoemde wet van 29 juli 1991 ervan afzien die informatie te vermelden in de beslissing of uiterlijk samen met de beslissing mee te delen aan de betrokkenen.

Bovendien maken de stukken die de overheid als grondslag wil aanvoeren door daarnaar te verwijzen, wezenlijk onderdeel uit van de beslissing. Ze moeten dus bezorgd worden in de taal van de procedure, nadat ze, in voorkomend geval, vertaald zijn ⁽⁵⁾.

De bepaling moet worden herzien om rekening te houden met deze opmerkingen.

Artikel 32

De rechtspraak lijkt zeer terughoudend ten aanzien van informatie die telefonisch of per e-mail wordt verstrekt.

⁽⁵⁾ Deze opmerking houdt niet in dat alle stukken die bij het dossier zijn gevoegd, vertaald moeten worden. Indien de beslissing echter onder meer gegrond is op die stukken, moet ofwel de essentie van de relevante gegevens in de beslissing zelf worden weergegeven, in de taal van die beslissing, ofwel een vertaling worden bijgevoegd van die relevante gegevens waarnaar in die beslissing verwezen wordt.

In wezen aanvaardt de Raad van State dat de Commissaris-generaal zich mag baseren op informatie die hij in zijn bezit heeft om de vrees die een asielaanvrager aanvoert tegen te spreken, op voorwaarde dat de bron van de informatie, de juiste identiteit van de persoon die die informatie heeft verstrekt, de gegrondheid ervan en de wijze waarop die informatie is ingewonnen worden weergegeven in de beslissing of, op zijn minst, in het administratief dossier. Zo niet zijn de asielzoekers niet in staat die informatie tegen te spreken en kan de Raad van State zijn wettigheidscontrole niet uitoefenen ⁽⁶⁾.

De ontworpen bepaling kan er weliswaar niet toe strekken de bewijsvoering te reglementeren, maar de ambtenaren alleen aan te geven hoe zij tewerk dienen te gaan wanneer ze zelf de informatie inwinnen.

Om zo veel mogelijk betwistingen in verband met de ingewonnen informatie te voorkomen, is het beter te bepalen dat eveneens moet worden gepreciseerd om welke redenen men met de personen in contact is getreden en waarom er kan van worden uitgegaan dat ze betrouwbaar zijn. Bovendien moeten dezelfde verduidelijkingen worden gegeven in geval van inlichtingen ingewonnen via e-mail, waarvan de echtheid niet met zekerheid kan worden nagetrokken.

Artikel 33

Deze bepaling dient te vervallen. De termijn bepaald bij artikel 63/2, § 2, eerste lid, van de voormelde wet van 15 december 1980 is een dwingende termijn. Behalve in geval van overmacht, moeten de dringende beroepen die laattijdig worden ingediend onontvankelijk worden verklaard.

⁽⁶⁾ R.v.S. (kort geding), nr. 49.194 van 22 september 1994; R.v.S. (kort geding), nr. 78.987 van 26 februari 1999, R.v.S. (kort geding), nr. 112.455 van 9 november 2002.

Artikel 34

Het tweede lid neemt artikel 63/2, § 2, tweede lid, van de voornoemde wet van 15 december 1980 over en dient te vervallen.

Artikel 35

Het gebruik door de vreemdeling van een van de landstalen voor de indiening van een dringend beroep bij het Commissariaat-generaal is vrij. Het kan alleen bij de wet worden geregeld.

Bijgevolg mag in het ontwerp niet worden bepaald dat het dringend beroep in het Nederlands of in het Frans dient te worden opgesteld. Het moet immers ook in het Duits kunnen worden opgesteld. De eerste zin van het derde lid dient derhalve te vervallen.

In de tweede zin van hetzelfde lid dienen de woorden "in een andere taal" te worden vervangen door de woorden "in een vreemde taal".

In de laatste zin van hetzelfde lid moeten de woorden "zal ... in een andere taal dan de twee voornoemde talen, ... worden vertaald" worden vervangen door de woorden "zal ... in een andere taal dan het Nederlands of het Frans, ... worden vertaald in de taal van de procedure overeenkomstig artikel 51/4, §§ 2 en 3, van de wet".

Artikel 36

Deze bepaling heeft niets uitstaande met de procedure of met de werking van het Commissariaat-generaal. Ze kent aan de Commissaris-generaal en zijn adjuncten een adviesbevoegdheid toe waarin de voormelde wet van 15 december 1980 niet voorziet.

Ze dient derhalve te vervallen.

Artikel 37

1. Deze bepaling is moeilijk overeen te brengen met artikel 9 van het ontwerp, dat bepaalt dat de asielzoeker ten minste eenmaal wordt opgeroepen om te worden gehoord.

In het algemeen blijkt de bedoeling van de steller van het ontwerp niet duidelijk wat betreft de vraag of de bepalingen van afdeling 1 - algemene bepalingen - van hoofdstuk III al dan niet van toepassing zijn wanneer aan de Commissaris-generaal gevraagd wordt een advies uit te brengen overeenkomstig artikel 52bis van de voormelde wet van 15 december 1980. De bepalingen van afdeling 1 lijken immers uitsluitend opgesteld te zijn met betrekking tot de procedure van het onderzoek ten gronde van de asielaanvragen of van de dringende beroepen die worden ingediend op basis van artikel 63/2 van de voormelde wet. De aandacht van de steller van het ontwerp wordt er evenwel op gevestigd dat, bij gebrek aan verduidelijking, volgens de huidige redactie van het ontwerp afdeling 1 alleen van toepassing is wanneer aan de Commissaris-generaal gevraagd wordt een advies uit te brengen overeenkomstig artikel 52bis van de wet, doordat de personen op wie deze bepaling betrekking heeft op het ogenblik waarop de Commissaris-generaal gevraagd wordt zijn advies uit te brengen, nog de status van "asielzoeker" hebben.

2. De verwijzing naar artikel 52bis van de voornoemde wet van 15 december 1980 dient te worden opgenomen in de bepaling zelf van artikel 37, omdat het opschrift van onderafdeling 1 niet regelgevend is.

Artikel 38

Artikel 1, C, 5), lid 2, en 6), lid 2, van het Internationaal verdrag betreffende de status van vluchtelingen en de bijlagen ervan, ondertekend te Genève op 28 juli 1951, bepaalt dat de status van vreemdeling kan worden ingetrokken voor eenieder wanneer de omstandigheden in verband waarmee hij was erkend als vluchteling, hebben opgehouden te bestaan, tenzij hij evenwel dwingende redenen kan aanvoeren die voortvloeien uit

.../...

vroegere vervolging om, naargelang van het geval, te weigeren de bescherming in te roepen van het land waarvan hij de nationaliteit bezit of om naar het land terug te keren waar hij vroeger zijn gewone verblijfplaats had.

Deze bepalingen impliceren dat de intrekking van de vluchtelingenstatus niet uitsluitend wanneer ze gemotiveerd is "wegens feiten die toe te schrijven zijn aan de persoonlijke houding van de vluchtelingen" individueel moet worden onderzocht. In het ontwerp mag dus niet worden bepaald dat de persoon voor wie intrekking van de vluchtelingenstatus wordt overwogen, alleen in dat geval wordt opgeroepen.

Artikel 39

Deze bepaling strekt ertoe de gevallen te preciseren waarin de vluchtelingenstatus niet wordt bevestigd op basis van artikel 49, tweede lid, van de voornoemde wet van 15 december 1980. Bij deze bepaling wordt geen procedurekwestie geregeld en worden dus de bevoegdheden te buiten gegaan die aan de Koning worden verleend bij artikel 57/24 van de voormelde wet van 15 december 1980.

Artikel 46

Het overlijden van de asielzoeker kan er niet zonder meer toe leiden dat de asielaanvraag wordt afgesloten. Uit artikel 88 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de toegang en de verwijdering van vreemdelingen blijkt immers dat de familieleden van een asielzoeker er niet toe gehouden zijn persoonlijk een dergelijk verzoek in te dienen, aangezien ze, als ze er geen indienen, "... een attest van immatriculatie A (ontvangen), met dezelfde geldigheidsduur als die van het verblijfsdocument" van de asielzoeker.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Madame M.-L. WILLOT-THOMAS,
Mevrouw

président de chambre,
kamervoorzitter,

Messieurs P. LIÉNARDY,
de Heren P. VANDERNOOT,
F. DEHOUSSE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseur de la section de législation,
assessor van de afdeling wetgeving,

Madame C. GIGOT,
Mevrouw

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par M. L. DETROUX, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée par M. M. JOASSART, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. L. DETROUX, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door de H. M. JOASSART, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIÉNARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS